

**NOTE ADMINISTRATIVE N° \_\_\_\_/2025**  
**À l'attention des opérateurs miniers**

**Objet :** Régime transitoire applicable aux permis miniers en cours (recherche et/ou exploitation);

Articles 211 à 214 de la loi n°25-12 du 9 Safar 1447 correspondant au 3 août 2025 régissant les activités minières.

**Références :**

- Loi n°25-12 susvisée ci-dessus, publiée au J.O.R.A.D.P. n°52 du 7 août 2025.
- Articles 211, 212, 213 et 214 (Titre X – Dispositions transitoires et finales).

**1) Portée**

La présente note a pour objet de rappeler, à titre d'information administrative, les règles transitoires applicables aux permis miniers de recherche et/ou d'exploitation délivrés conformément aux dispositions de la loi n°14-05 du 24 Rabie Ethani 1435 correspondant au 24 février 2014 portant loi minière, à la suite de la publication de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus.

**2) Article 211 — Maintien en vigueur des permis en cours et extinction à l'échéance**

Les permis miniers de recherche et/ou d'exploitation délivrés conformément à la loi n° 14-05 susvisée ci-dessus :

- Demeurent en vigueur à la date de publication de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus et demeurent valables jusqu'à leur date d'expiration ;
- Ne peuvent faire l'objet ni de renouvellement ni de prorogation.

Il en résulte qu'aucune demande de renouvellement/prorogation de ces permis ne peut être admise au titre du régime transitoire.

**3) Article 212 — Option de basculement vers les titres/autorisations prévus par la loi n°25-12 susvisée ci-dessus**

Les titulaires des permis visés à l'article 211 de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus, à l'exception des permis octroyés par les walis territorialement compétents, peuvent, dans les vingt-quatre (24) mois suivant la date de publication de la loi n°25-12

susvisée ci-dessus, opter pour la délivrance d'un titre ou d'une autorisation miniers au sens de cette loi, pour la période restante du permis concerné, sous réserve d'une renonciation formelle à l'ancien permis.

#### **4) Articles 213 et 214 — Régime fiscal transitoire**

- Les dispositions fiscales prévues par la loi n°14-05 susvisée ci-dessus demeurent en vigueur et applicables jusqu'à la publication de nouvelles dispositions fiscales dans la loi de finances, conformément à la loi organique relative aux lois de finances ;
- Les taxes, redevances et provisions liées aux activités minières sont fixées par la loi de finances.

#### **5) Diligences attendues des opérateurs**

Il y a lieu de :

- Vérifier les dates d'expiration des permis en cours et anticiper l'absence de renouvellement/prorogation ;
- Apprécier l'opportunité d'exercer l'option prévue à l'article 212 de la loi n°25-12 susvisée ci-dessus dans le délai légal, en tenant compte de l'exclusion des permis octroyés par les walis et de la condition de renonciation formelle ;
- Assurer une veille et une conformité fiscales continues au regard des lois de finances applicables.

#### **6) Disposition finale**

La présente note est informative. Seuls les textes législatifs et réglementaires en vigueur font foi.

Fait à Alger, le 17/12/2025.

**Le Président du Comité de Direction**